



Déclarations et Discours

N^o 77/7

LE CANADA ET LES PAYS DE LA RÉGION DU PACIFIQUE

Discours inaugural prononcé le 4 avril 1977 par M. R.L. Rogers, directeur général du Bureau des affaires de l'Asie et du Pacifique au ministère des Affaires extérieures, à l'occasion d'une rencontre avec les membres du Comité canadien du Conseil économique des pays de la région du Pacifique.

L'accent mis sur la région du Pacifique depuis notre dernière rencontre, il y a de cela dix mois, traduit bien l'importance que le gouvernement du Canada attache au renforcement et à l'extension de ses relations avec les pays de la région. Il existait, il est vrai, des relations bilatérales régulières, mais ces dernières ont été consolidées par les visites effectuées dans certains pays de la région par le premier ministre, par le précédent secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. MacEachen, et par le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, M. Gillespie. Ces visites traduisent bien la politique de diversification des relations étrangères du gouvernement canadien.

L'application de cette politique dans la région du Pacifique nous a conduits à intensifier nos efforts de coopération avec les pays de la région en vue de développer des relations avantageuses pour les deux parties. Compte tenu des grands problèmes économiques que doit affronter de nos jours l'ensemble des pays du Pacifique (persistance de l'inflation, taux élevé de chômage et incertitude quant aux approvisionnements en énergie) cette coopération revêt une importance particulière.

Les objectifs de la politique canadienne dans la région — promotion de la croissance économique, de la justice sociale, de la paix et de la stabilité internationales — présentent une importance croissante si on les considère à la lumière de l'intérêt que l'on porte de nos jours envers un nouvel ordre économique international.

En effectuant l'examen de sa politique étrangère, en 1970, le Canada avait noté, à propos du Pacifique, que "la recherche de la stabilité dans cette région est liée à la recherche du progrès économique, de la justice sociale et de la fierté nationale". Plus actuel que jamais, ce témoignage renferme les motifs qui sous-tendent les initiatives du gouvernement canadien dans la région du Pacifique.

La période qui a suivi la guerre du Viêt-Nam et la mort de Mao a créé un climat d'incertitude dans les pays situés à proximité des nations communistes de l'Indochine. Ainsi on note une modification de l'équilibre des forces depuis que l'omniprésence américaine dans la région diminue et que le Japon procède à une révision de son rôle dans le Pacifique. En outre, l'attitude actuelle du gouvernement du Viêt-Nam est équivoque. En effet, Hanoi axera-t-il ses efforts sur la reconstruction du pays ou tentera-t-il plutôt de porter la révolution chez ses voisins? Pour l'instant, Hanoi semble disposé à consacrer au moins une partie de ses énergies à la reconstruction; en conséquence, le Canada est prêt à lui offrir une aide humanitaire. Toutefois, nous tiendrons compte à cet égard du point de vue de nos amis de l'Association des pays de l'Asie du Sud-Est (APASE).
